

Le Caire, 7 décembre 2009

## IV<sup>e</sup> Conférence internationale du Caire

### *1<sup>er</sup> Forum permanent de dialogue Arabo-africain sur la Démocratie et les Droits humains*

Discours de  
SE M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie

Seul le texte prononcé fait foi

J'ai eu l'occasion, hier, de saluer, devant les membres de l'Institut international de droit d'expression et d'inspiration française, le rôle éminent que joue l'Egypte, depuis tant d'années, en Francophonie au service du droit et de la justice. Et ce n'est pas un hasard, si j'ai le plaisir et l'honneur aujourd'hui de m'adresser à vous dans le cadre de ce 1<sup>er</sup> forum permanent de dialogue arabo-africain, placé sous le Haut patronage de la première Dame, Madame Suzanne Mubarak, dont nous savons tous, ici, combien elle met de cœur, de conviction et de talent au service de l'équité et de la paix.

Je veux voir dans la tenue concomitante de ces deux réunions le symbole de la politique ambitieuse et affirmée que déploie l'Egypte, sous la conduite éclairée et courageuse du Président de la République, S.E. Monsieur Hosni Mubarak, et de sa place prépondérante, tant au sein du monde arabe, que sur l'échiquier international.

Et ce rayonnement incontestable et incontesté de la nation égyptienne, vous y avez, mon Cher Boutros Boutros-Ghali, amplement contribué, année après année, en pensée comme en action. Vous nous le démontrez encore, aujourd'hui, en nous invitant à nous emparer d'une problématique déterminante pour l'avenir du dialogue et de la coopération arabo-africaine, et plus largement pour l'émergence de nouveaux équilibres géopolitiques à l'échelle du monde.

L'Unesco ne s'y est pas trompée, qui nous accompagne depuis le début, dans ce travail de prospective aussi stimulant qu'exigeant. Et la présence, ici, aujourd'hui de la nouvelle Directrice générale, Madame Irina Bokova, vient renforcer avec solennité la pertinence de notre projet. Voilà bien longtemps, Madame la Directrice générale, que j'ai le bonheur de voir nos chemins se croiser. C'est dire que je me réjouis, par anticipation, à titre personnel et en tant que Secrétaire général de la Francophonie, de la qualité et de la profondeur des rapports que sont naturellement, et désormais amicalement, appelées à entretenir nos deux organisations.

\*\*\*

Mesdames et Messieurs,

Le thème de l'immigration n'a que trop fait l'objet d'exploitations électoralistes et politiciennes.

Il semblerait, en effet, que ce monde, qui revendique la libre circulation de l'information, des marchandises et des capitaux, ait oublié que la libre circulation des hommes a, des siècles durant, scandé l'histoire de l'humanité, qu'elle a constitué, de tout temps, cet « appel d'air » qui a permis aux individus, aux cultures, aux civilisations de s'enrichir mutuellement, et au monde d'évoluer en se régénérant.

Ce qui a changé, certes, c'est l'expansion, la nature diversifiée de ces mouvements, mais aussi le fait que, désormais, tous les pays, tous les continents sont concernés.

Alors si nous sommes ici, aujourd'hui, c'est pour dire que derrière le mot d'immigration se cachent des situations humaines, politiques, sociales, économiques, culturelles de plus en plus complexes, et qui méritent, par conséquent, d'être traitées avec le plus grand discernement et la plus grande honnêteté.

Mais si nous sommes, ici, aujourd'hui, c'est aussi pour dire que derrière le mot d'immigration, se cachent des situations intolérables.

Vous êtes bien placés, la Francophonie est bien placée pour témoigner des mauvais traitements, des privations de droits, du racisme et de la xénophobie dont sont trop souvent victimes ces exilés, au Nord comme au Sud, qu'il s'agisse des demandeurs d'asile, des réfugiés, des migrants légaux ou clandestins, des personnes déplacées!

Je dis bien au Nord comme au Sud, car nous aurons d'autant plus de légitimité à protester contre le traitement infligé par l'Europe aux migrants, que nous nous donnerons les moyens de ne pas reproduire le même comportement dans les migrations Sud-Sud.

Si nous n'assumons pas le fait que 50% des migrants originaires de pays du Sud résident dans d'autres pays du Sud, personne ne le fera pour nous, et l'on continuera à porter le projecteur et à développer la réflexion sur les migrations Nord-Sud.

Si nous ne prenons pas acte du fait que les rapatriements de fonds entre pays du Sud constituent jusqu'à 30% des rapatriements de salaires dans ces pays, personne ne le fera pour nous.

Si nous n'anticipons pas les répercussions de la crise économique mondiale sur les schémas de migration et les rapatriements de fonds Sud-Sud, personne ne le fera pour nous.

Si nous n'admettons pas que l'espace arabo-africain ne pourra devenir un espace de dialogue et d'échange pacifié, que si l'on accepte d'en acquitter le coût humain, personne ne le fera pour nous.

Je le dis clairement : le développement économique et la stabilité aux frontières dépendront grandement de l'intégration de la question de la circulation des hommes, à moins d'accepter une scission entre le monde arabe et le reste de l'Afrique.

Si nous voulons que les droits de l'Homme soient un élément clef d'une gouvernance efficace des migrations, nous devons donc dresser, au plus vite, un état des lieux objectif, lucide et précis des tendances actuelles, des caractéristiques et des ressorts des migrations Sud-Sud.

Nous devons admettre de porter une responsabilité partagée, entre pays d'origine, de transit et de destination, entre acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, bien au-delà du champ des droits de l'homme dans une vision

qui intègre, tout à la fois la problématique du développement, de la santé, de la gestion des frontières, des relations entre migrants et sociétés d'accueil.

Nous devons, enfin, porter le débat et élargir la coopération, non seulement au niveau régional et interrégional, mais aussi, désormais, au niveau intercontinental.

A cet égard, le Sahara est devenu un point focal pour l'avenir parce que c'est là que se jouent désormais les tensions entre l'Europe et les Sud.

Pouvons-nous accepter que ce lieu, chargé d'histoire et de symboles, se mue en un immense centre de rétention protecteur de l'espace de Schengen ?

Pouvons-nous accepter la fonction de barrage que tend à lui assigner l'Europe, faisant supporter, par là-même aux pays du Maghreb, la rétention de migrants qui, à défaut ou en attente de rejoindre l'Europe, investissent dans une précarité extrême cette région ?

Si nous voulons que le Sahara redevienne l'espace d'intense circulation, d'intenses échanges économiques, culturels, politiques entre l'espace arabo-berbère et l'espace négro-africain, qu'il fut pendant près de dix siècles, il faut que le dialogue euro-méditerranéen s'élargisse aux pays d'Afrique, et l'initiative ne pourra venir que des pays du Sud, même s'il y va aussi de l'intérêt de l'Europe.

Car qu'on le veuille ou non, qu'on l'accepte ou pas, le monde ira en se contractant, chaque jour un peu plus, sous l'effet de la mondialisation.

Le moment est donc venu de trouver une posture raisonnable et responsable, entre, d'une part une désinformation surmédiatisée qui alimente en Europe le fantasme de la citadelle assiégée, et, d'autre part, des mouvements migratoires Sud-Sud, fluctuant au gré des bouleversements économiques, des crises politiques, des tragédies humanitaires, une posture qui remette, enfin, l'humain au cœur de nos préoccupations.

Soyez assurés, en tout cas, que la Francophonie, résolument engagée sur le terrain politique des droits des migrants, avec les Déclarations de Bamako et de Saint Boniface, continuera de s'impliquer et d'agir, en coopération étroite avec les acteurs de terrain, avec la FIDH, les OING, les réseaux institutionnels, pour que progresse et prospère le dialogue arabo-africain, mais aussi le nécessaire trilogue entre le Monde arabe, l'Afrique et l'Europe.

Je vous remercie.